

Numéro 81

اتحاد أصحاب الشهادات
المعطلين عن العمل
Union des Diplômés Chômeurs



تجميد الانتدابات
قرار جائر ولا شعبي

اتحاد أصحاب الشهادات
المعطلين عن العمل
Union des Diplômés Chômeurs



تجميد الانتدابات رطوبة
لاوامر صندوق النقد الدولي



لا ديمقراطية
دون عدالة

Rapport du mois de Juin 2020

des mouvements sociaux, suicides et violences

934 protestations collectives et 24 cas de suicide et de tentative de suicide

The June Issue **NOW** available in **English** inside



Introduction

Les chiffres, les indicateurs et les résultats des travaux de l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien à travers sa veille des manifestations et des mouvements sociaux dans différentes régions tout au long du mois de juin 2020 révèlent une situation sociale très difficile et un doublement du niveau de tension sociale par rapport aux mois de Juin des dernières années. Cette tension accrue poursuit la tendance observée lors des semaines qui ont suivi la période de confinement ciblé et la levée totale des restrictions que le pays et les citoyens ont subi.

Les complications de la situation sociale pourraient s'accroître dans les semaines à venir si le gouvernement maintient la même politique de procrastination, d'indifférence et de répression face aux acteurs et besoins sociaux.

Cette situation s'accompagne de tensions politiques qui peuvent accroître l'écart entre la rue et les gouvernants, alimentant ainsi la congestion sociale, dans la mesure où les conditions sociales actuelles nécessitent un soutien et des politiques économiques et sociales claires, équitables et transparentes qui ouvrent des horizons aux populations et rétablissent la confiance envers les dirigeants.

Les tensions politiques et l'instabilité du gouvernement peuvent exposer le pays à un scénario difficile, en particulier avec la perte significative des services prodigués aux citoyens et des droits fondamentaux tels que le droit à l'eau, le droit à la sécurité, le droit au travail et aux bons services de santé.

Les tensions politiques et l'instabilité du gouvernement peuvent exposer le pays à un scénario difficile, en particulier avec la perte significative des services prodigués aux citoyens et des droits fondamentaux tels que le droit à l'eau, le droit à la sécurité, le droit au travail et aux bons services de santé.



En étudiant les chiffres et indicateurs précédemment publiés par l'Observatoire Social Tunisien dans ses rapports mensuels, nous pouvons constater que le mois de Juin n'a jamais été une saison de protestations et de tensions sociales ces dernières années. Ainsi, le nombre de protestations en juin 2018 n'était que de 499 protestations, qui est le résultat mensuel le plus bas au cours des six premiers mois de 2018, estimé à 5625 protestations.

Le résultat des manifestations et des mouvements sociaux en Juin 2019 (435 mouvements) a également été mensuellement le plus bas par rapport aux six premiers mois de la même année.

A l'inverse, le mois de juin 2020 vient briser la règle avec une nette augmentation du niveau des protestations. Il se classe deuxième après le mois de Janvier en termes de nombre de manifestations et de mouvements sociaux, et les protestations ont été deux fois plus nombreuses que celles du mois de Juin des années précédentes.

Le nombre de mouvements de protestation au cours du mois de Juin 2020 a atteint 934 mouvements, enregistrant d'une augmentation de 81% par rapport aux mouvements de contestation au cours du mois de Mai précédant.

Le premier semestre de 2020 marqué par la particularité de la lutte économique, sociale et sanitaire contre les conséquences de la pandémie de Corona pendant environ trois mois, par l'arrêt totale et/ou partielle de l'économie nationale, se caractérise donc par le saut du mouvement social observé entre janvier et juin 2020.

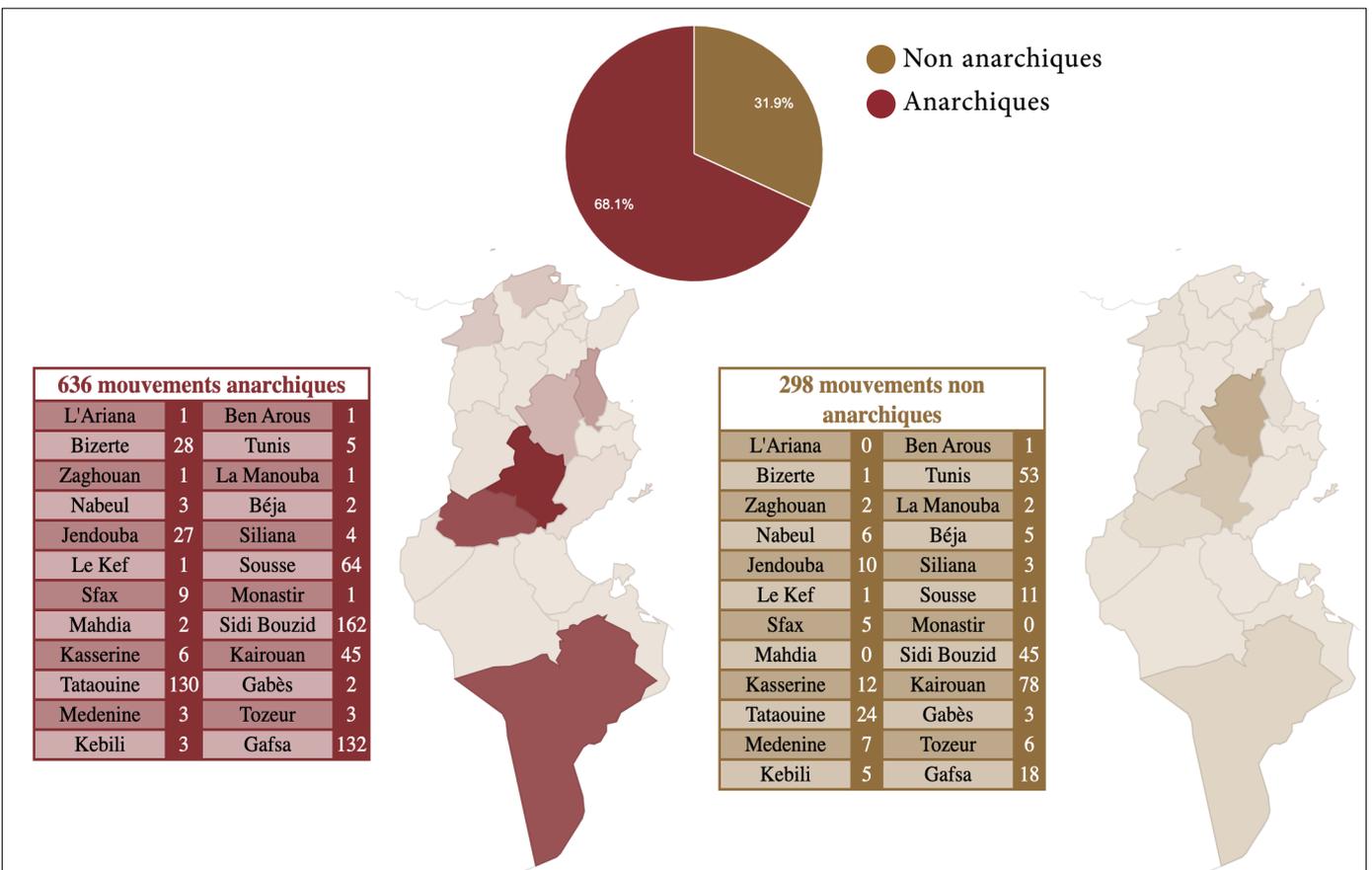
Par ailleurs, la nature des demandes formulées par les citoyens et les manifestants dans les espaces de protestation confirme que la situation tend vers plus de tensions et de congestion et confirme donc une menace pour l'échelle sociale à la lumière des interactions et des performances politiques qui ne sont pas à la hauteur des attentes des citoyens.

Les mouvements de protestation durant le mois de Juin

Le nombre de manifestations et de mouvements sociaux relevés par notre unité de veille tout au long du mois de Juin a atteint 934 mouvements de protestation ce qui représente le niveau de congestion sociale le plus élevé de ce mois depuis trois ans, et ce malgré la situation exceptionnelle des citoyens en raison de la pandémie de Corona.

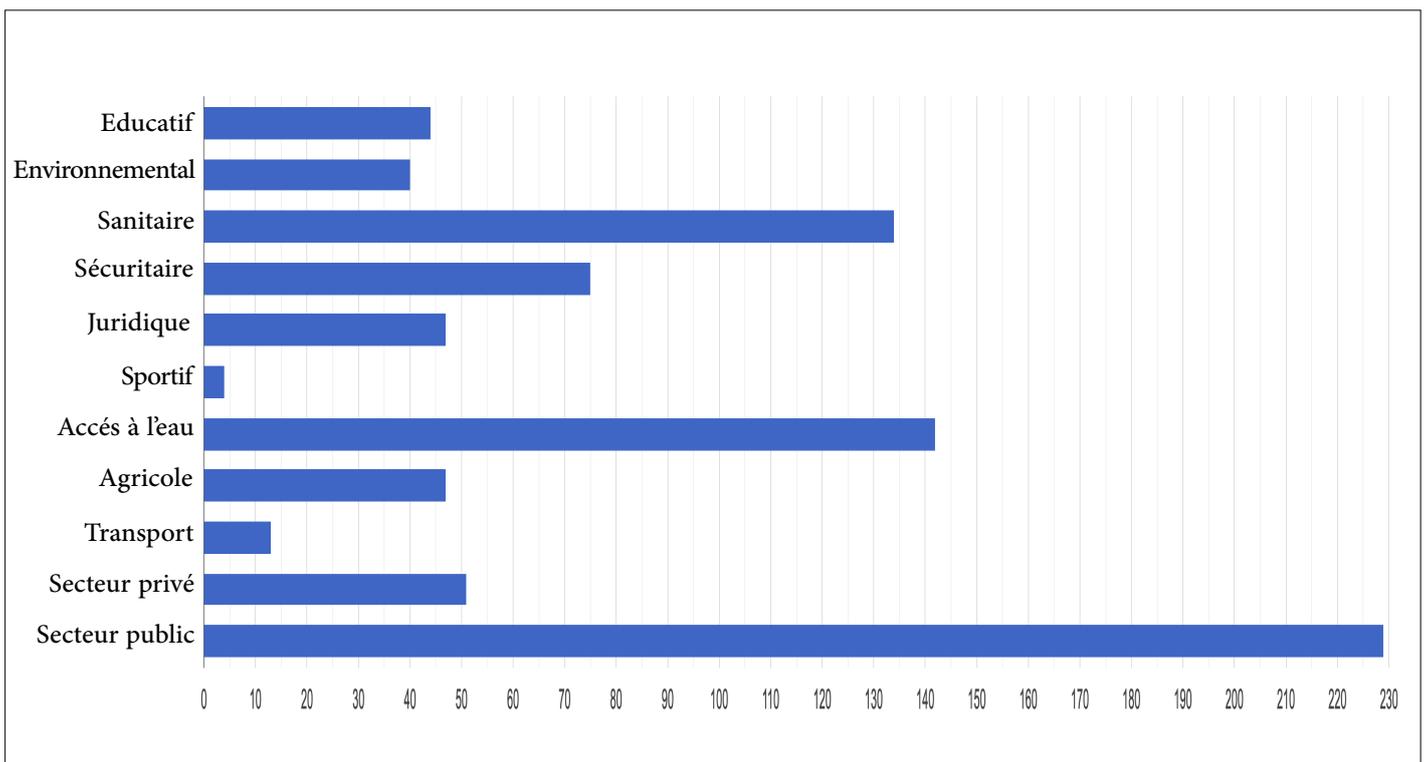
Il est frappant de remarquer le changement de la répartition géographique des protestations. Ce sont les gouvernorats de Sidi Bouzid, Tataouine, Gafsa et Kairouan qui sont au premier plan des zones de gronde sociale, avec 634 mouvements de protestation, ce qui représente environ 67,8% du total des protestations observées.

On remarque aussi l'augmentation de la part des protestations violentes, c'est-à-dire celles capables de glisser vers la violence ou accompagnées de violence, qui ont représenté 68,1% du total des manifestations du mois de Juin contre 51% au cours des derniers mois.



Il est également noté que le gouvernorat de Kairouan, depuis des années en tête des rangs en termes de tension sociale et de suicide et tentative de suicide, a cédé le rang de leader en termes de niveau de mouvements de protestation et la plupart de ses protestations s'orientent vers l'organisation et la coordination.

Répartition des mouvements sociaux protestataires par Secteurs



Certaines des revendications scandées par les manifestants durant le mois de Juin concernent la situation exceptionnelle vécue par les institutions économiques en raison des conséquences de la pandémie de Corona. Tout au long de la première quinzaine de juin les travailleurs et les travailleuses qui ont perdu leur salaire et/ou leur travail en raison de la fermeture de leurs institutions ou de la suppression de leurs services ont manifesté afin d'obtenir leur salaire et leurs droits financiers.

De plus la soif a représenté les revendications et les slogans les plus importantes des manifestations de Juin comme dans Brahmiya dans la région de Zafarana dans le sud de Kairouan ou dans la région de Kettana à Gabès et dans le foyer universitaire de Sidi Mansour à Sfax où les étudiants ont poussé des appels de détresse pour être sauvés de la soif et de leur besoin fondamental en eau dans le logement.



Également, à l'hôpital régional du Kef, à la ville d'El-Metlaoui à Gafsa, où l'eau potable a été coupée pendant 3 jours, ainsi qu'à Tebourba, Manouba, où l'eau potable a été interrompue dans la zone de Shouiqui pendant 4 jours, dans la zone de Chouachi à Hajeb El-Ayoun, gouvernorat de Kairouan, où l'interruption a duré plus d'un mois, dans la région de Gamboura dans la délégation d'El Oueslatiya, où l'eau est coupée depuis deux ans déjà sachant que 500 familles se partagent l'eau d'un puits situé au pied de Jbal Tarza, dans la zone d'El-Qaraq à Beja sans oublier Tibar, où l'eau potable a été coupée de la région de Rdediya et à Takelsa, gouvernorat de Nabeul, les habitants ont coupé la route pour dénoncer la soif. Cette même soif a également frappé les régions du nord de Siliana, où les manifestants ont coupé la route nationale numéro 4 au niveau d'Ain Disq.

Dans le nord de Douz, une manifestation contre la soif a connu une escalade atteignant les brulures de pneus pour exiger le développement. Dans la région de Tarbkhana de la délégation de Sbeitla, les gens ont manifesté contre la soif.

Par ailleurs, des manifestants ont coupé la route nationale numéro 16 reliant Kébili et Gabes pour dénoncer la soif et à Ghomrassen, les manifestants ont exigé la fin de la soif. Cette même revendication a connu des manifestations dans les régions de Jamel, Romdhaniya, Brabriya, Smeydiya, Mharziya et Chbika dans le gouvernorat de Kairouan, à la cité Ben mezene, à Jendouba Nord et à la cité Eriyeh, à Bousselem ainsi qu'à Ennifidha.

Les protestations contre la soif ne se sont pas arrêtées à la demande d'eau potable, la soif a également affecté la production agricole, ce qui a incité beaucoup d'agriculteurs à manifester dans les zones de production afin d'être desservis en eau d'irrigation comme celle des agriculteurs de la zone d'El-Araya à Souk Essebt dans le gouvernorat de Jendouba.

Outre la soif, de nombreux citoyens ont été contraints de se mettre en colère et de manifester dans les rues afin revendiquer la sécurité et la protection en raison de l'augmentation du niveau de violence et de criminalité.

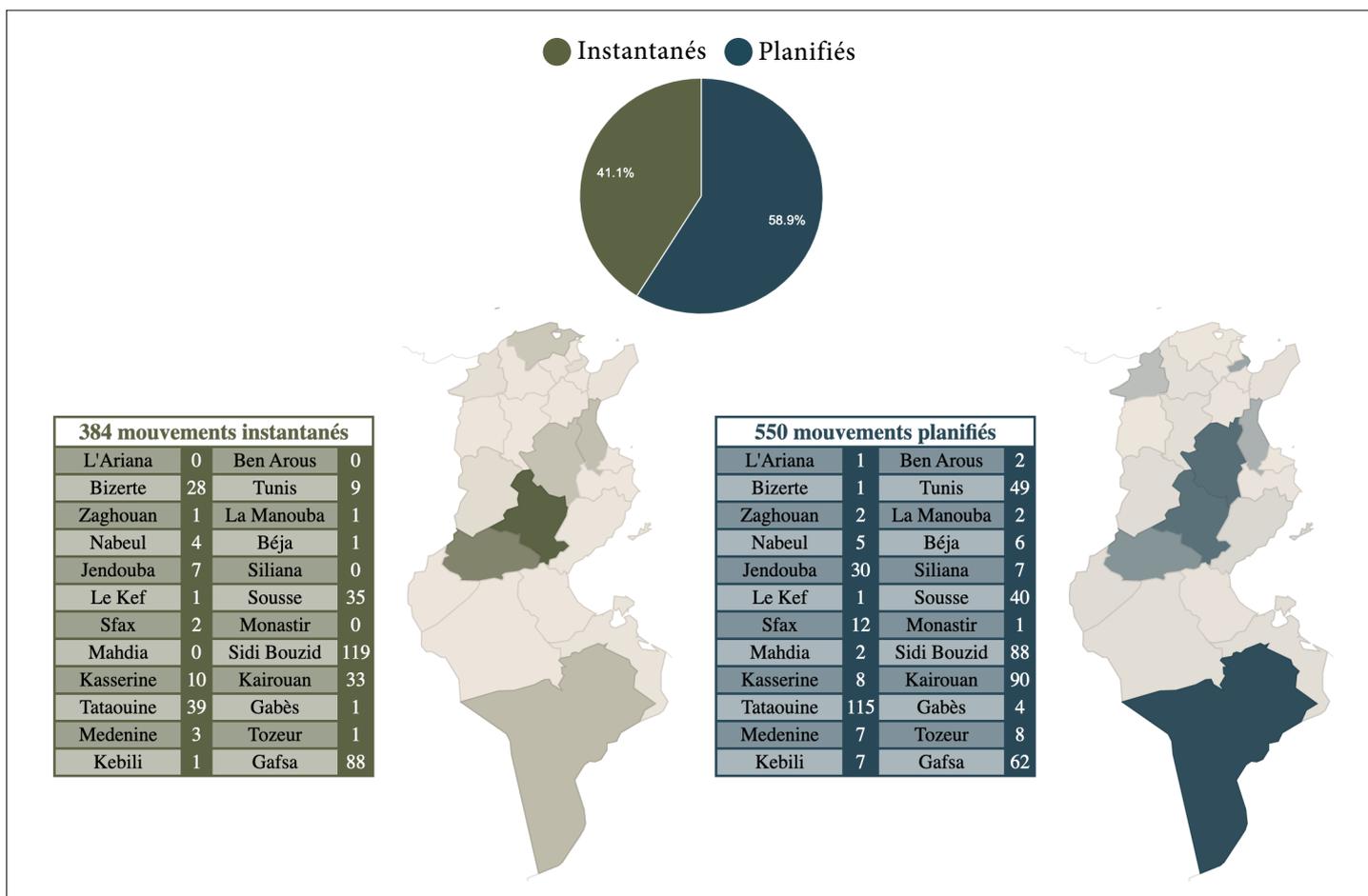
À Kasserine, les familles, soutenues par la société civile, ont protesté contre la violence après la mort d'un jeune homme poignardé avec un couteau lors d'une cérémonie de mariage. A Manouba, les habitants ont exigé le contrôle de la situation en matière de sécurité et une protection face à la croissance des braquages.

Le mois de juin a également connu les protestations des marins pour défendre un certain nombre de revendications anciennes et nouvelles, notamment l'amélioration de la situation des ports et la résolution de problèmes professionnels en suspens. De plus, le dossier des travailleurs de chantiers (hadhayer) est revenu à la surface après l'échec des négociations avec le gouvernement concernant un règlement définitif du dossier.

Le mois de juin a également vu de nombreux mouvements des demandeurs d'emploi dans diverses régions afin de demander l'emploi ainsi que la mise en œuvre des accords précédents qui n'ont pas été respectés par le gouvernement malgré leur signature il y a des années avec le gouvernement précédent, ce qui soulève la question du concept de continuité de l'État.

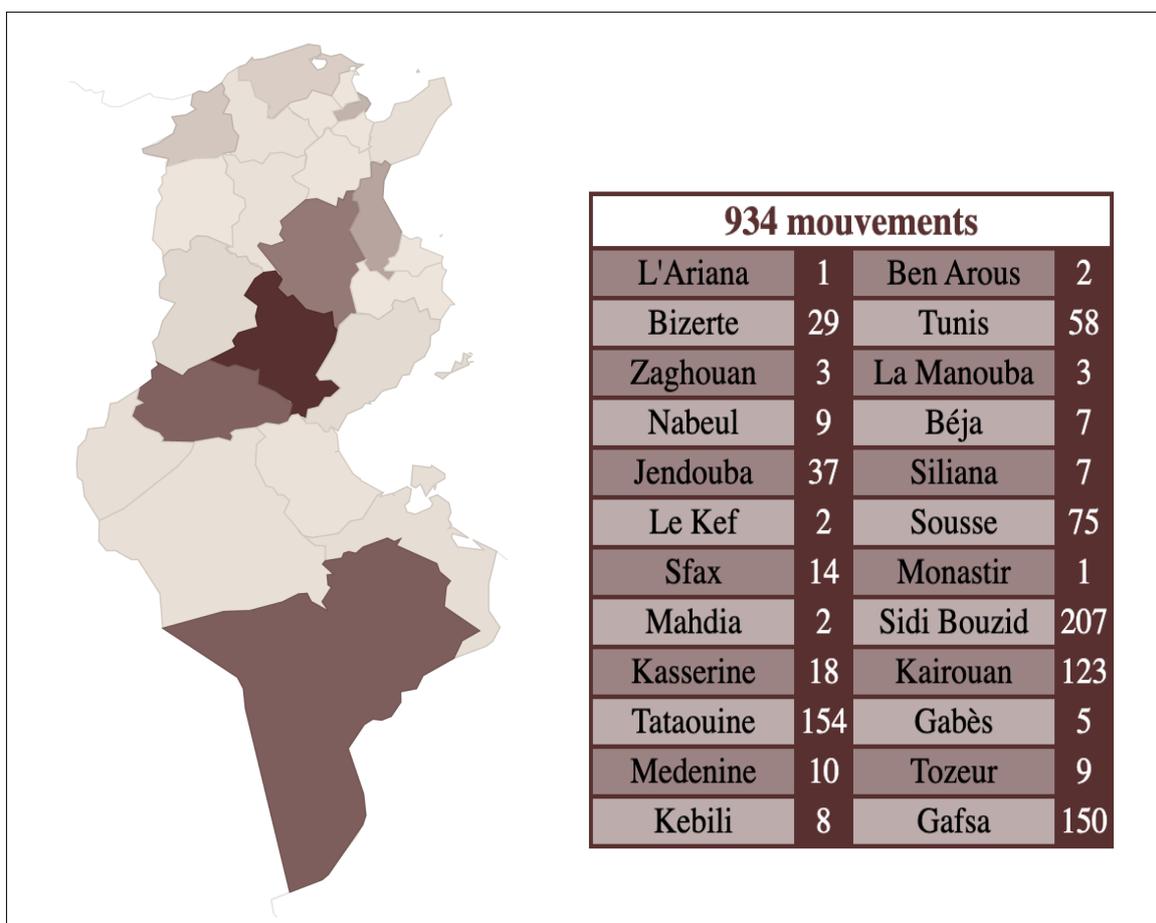
On a également observé un mouvement de protestation dans la région de Sidi Bouzid qui pourrait s'étendre à d'autres régions dans les semaines à venir et est représenté par les rapatriés de Libye qui demandent une attention particulière à leur situation sociale après leur renvoi au chômage.

Nature des mouvements de protestation (Juin 2020)



Le mois de Juin a également connu un mouvement de protestation qui peut être catégorisé dans le cadre de la centralisation de la protestation afin de faire plus de lumière et d'attirer l'attention sur l'essence des demandes dans des endroits dont la voix n'atteint pas la capitale, ce qui a été le cas devant le théâtre municipal de la capitale où des manifestants de la délégation Hajeb El-Ayoun se sont déplacés pour protester avec le soutien de militants et de représentants des organisations nationales afin d'attirer l'attention sur l'équité de leur cause et sur leur droit au développement régional ainsi que sur la nécessité de mettre un terme à la faim et à la marginalisation dans la région qui a connu fin mai une tragédie sociale représentée par l'empoisonnement de dizaines de jeunes à cause de la consommation d'alcool.

La répartition des protestations par Gouvernorat (Juin 2020)

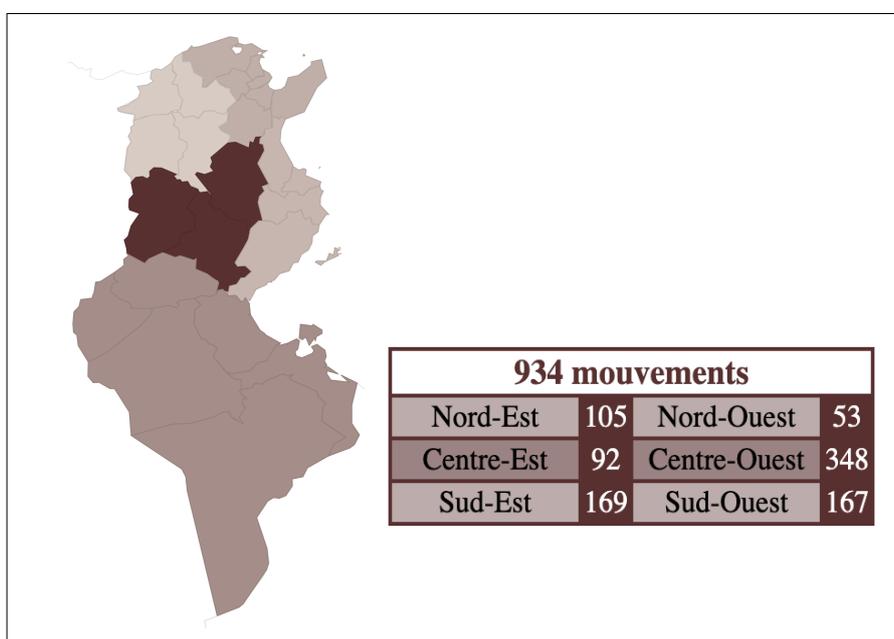


Sidi Bouzid a été propulsé au premier rang des régions les plus protestataires ces derniers mois et les manifestations de cette région se caractérisent par leur caractère anarchique ce qui signifie qu'elle peut plus souvent glisser vers la violence.

Le nombre de protestations enregistrées dans la région au cours du mois de juin a atteint 207 mouvements, suivi de Tataouine en deuxième position avec 154 protestations, de Gafsa avec 150 mouvements et de Kairouan avec 123 protestations.

Le centre-ouest arrive au premier rang des régions les plus protestataires, suivi du Sud-Ouest et Est puis du Nord-Est et du Nord-Ouest. Le nombre de manifestations violentes ou à tendance violente a atteint 636 manifestations, soit 68,1% du total des manifestations du mois de Juin 2020.

Répartition des mouvements de Protestations par Région



Les espaces de protestation

Routes	30,09%
Hopitaux	12,96%
Bureau de gouvernorat	11,56%
Chemins de fer	11,35%
Espaces de travail	8,99%
C.P.G	7,07%
Espaces publics	6,00%
Sièges administratifs	4,39%
Sièges des ministères	3,64%
Institutions éducatives	3,53%
Médias	3,32%
Bureau de délégation	2,57%

En ce qui concerne les espaces de protestation, les routes représentaient le premier espace pour les manifestants en colère avec 30%, suivis des hôpitaux avec 13% et du siège des gouvernorats à hauteur de 11,5%. L'émergence des hôpitaux en tant qu'espace de protestation a été relevée en raison de la continuité des manifestations des agents de la santé revendiquant un ensemble d'exigences professionnelles comme améliorer les infrastructures de santé publique, fournir de meilleurs services de santé et mettre fin à la violence contre le cadre médical et paramédical dans les hôpitaux.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements

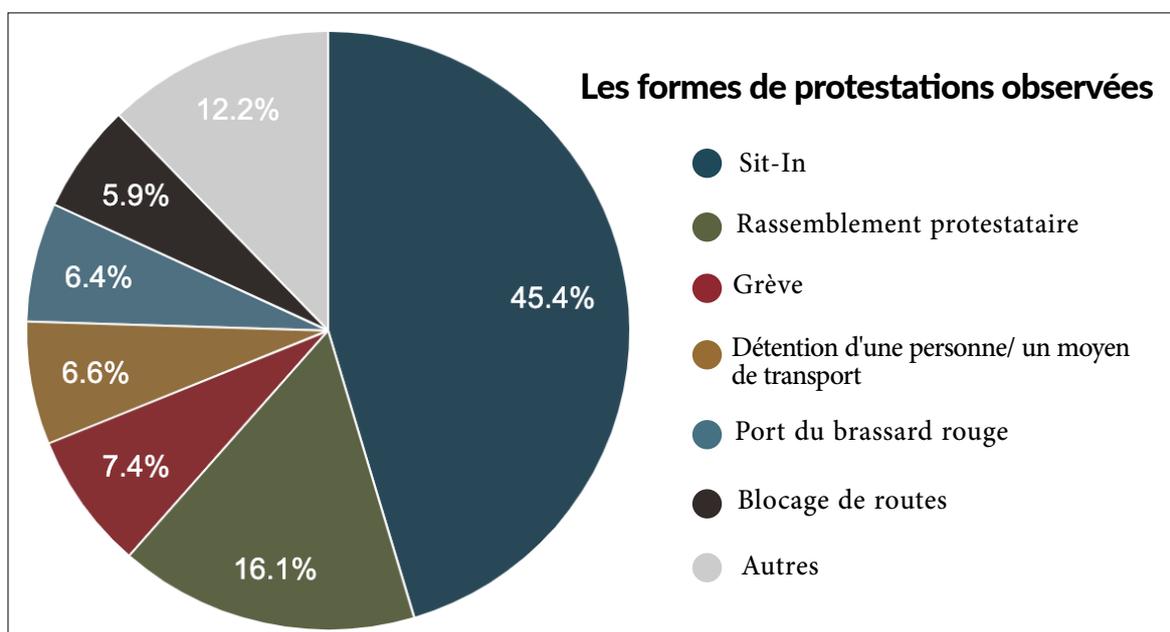
Habitants	18,09%
Jeunes	10,60%
Employés	10,49%
Chômeurs	10,39%
Citoyens	8,03%
Agriculteurs	4,93%
Travailleurs	4,60%
Etudiants	3,75%
Médecins	3,53%
Activistes	1,61%

Quant aux acteurs impliqués dans les mouvements de contestation, ce sont les chômeurs, les employés, les médecins, les résidents, les jeunes et les agriculteurs.

En ce qui concerne les formes de protestation, les sit-in arrivent au premier rang des manifestations observées avec 45,4%, suivis des rassemblements protestataires à hauteur de 16,1% et des blocages des routes avec 5,9%.

Le mois de Juin a été le théâtre de 26 sit-ins dont la plupart revendiquent l'emploi et développement régional et malgré les tentatives continues de pression et d'escalade, ces mouvements n'ont rencontré aucune interaction des autorités que ce soit au niveau local, régional ou central. La plupart de ces mouvements ont été affrontés avec la machine sécuritaire comme par exemple, dans le sit-in du Kamour où des affrontements entre manifestants et les forces sécuritaires ont duré pendant trois jours causant des pertes matérielles et des blessures dans les rangs des deux parties.

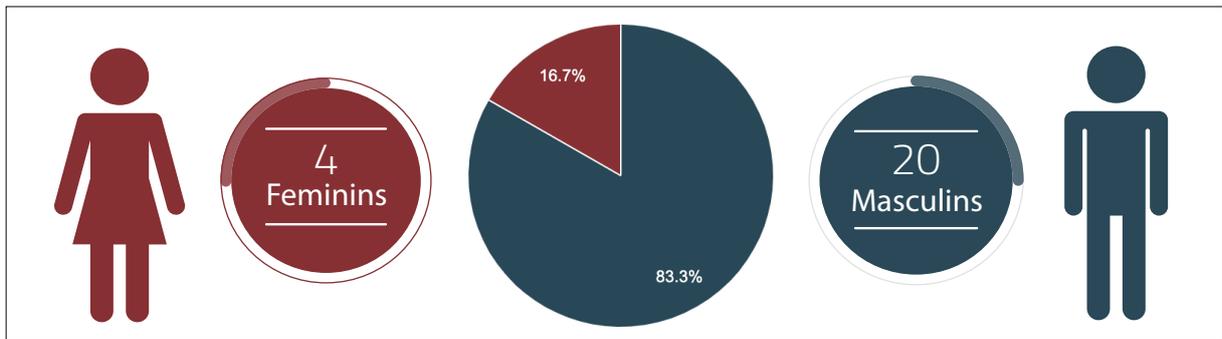
En ce qui concerne le sit-in de Meknessi, le gouvernement a utilisé le traitement judiciaire en arrêtant les manifestants et en les poursuivant devant les tribunaux, la même approche a adoptée avec les sit-ins dans le gouvernorat de Gafsa dans chacune des quatre délégations du bassin minier, dans la délégation du Gsar et la région sud de Gafsa.



Les mouvements de suicide et de tentative de suicide

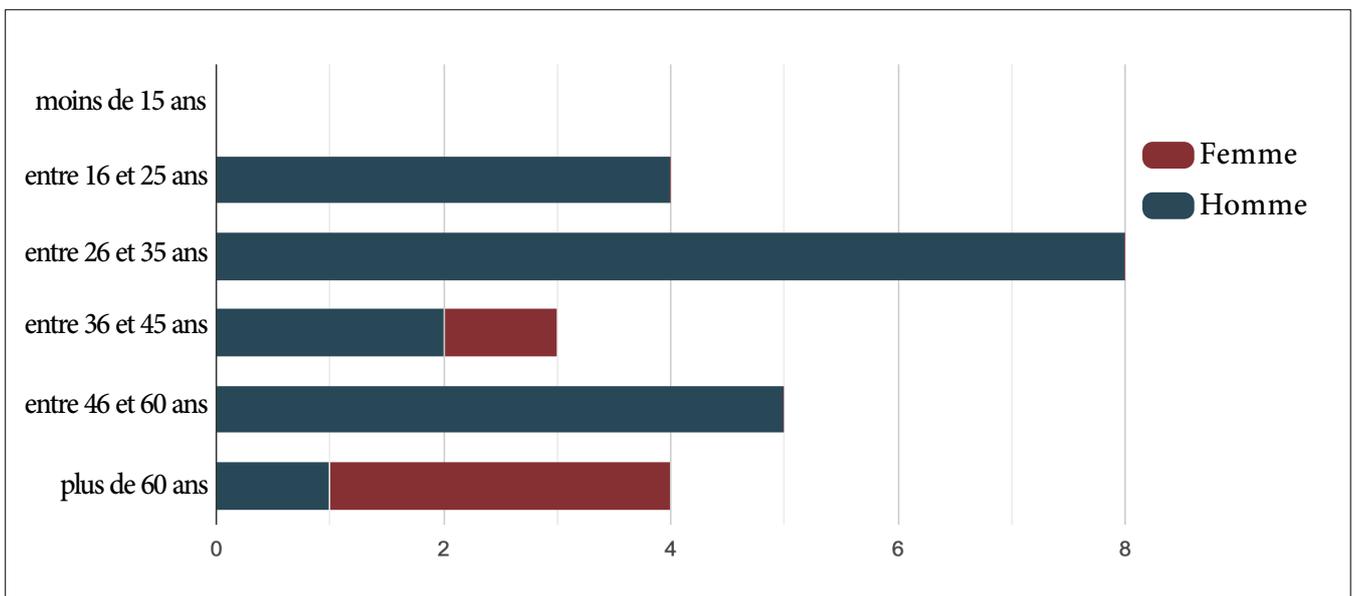
24 actes de suicide et de tentative de suicide ont été la plupart dans le gouvernorat de Nabeul (7 cas) et de Gafsa (5 cas). Deux actes de suicide et de tentative de suicide ont été relevés respectivement dans les gouvernorats de Monastir, Kairouan et Bizerte. Un cas de suicide et de tentative de suicide a été enregistré respectivement dans les gouvernorats de Seliana, Gabes, Sousse, Ben Arous, Jendouba et Kasserine.

Suicides et tentatives de suicide par genre

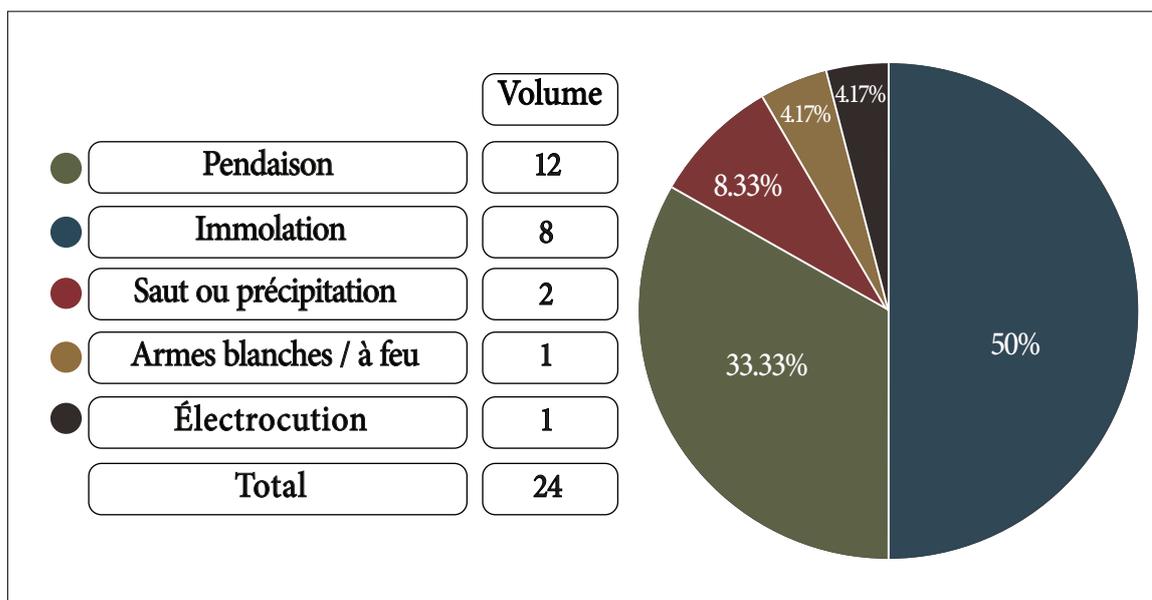


Le genre masculin a représenté 83,3% des victimes. 4 personnes âgées de plus de 60 ans se sont suicidés (un homme et trois femmes) et la tranche d'âge 26-45 ans a représenté environ 45% du total des victimes.

Suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge

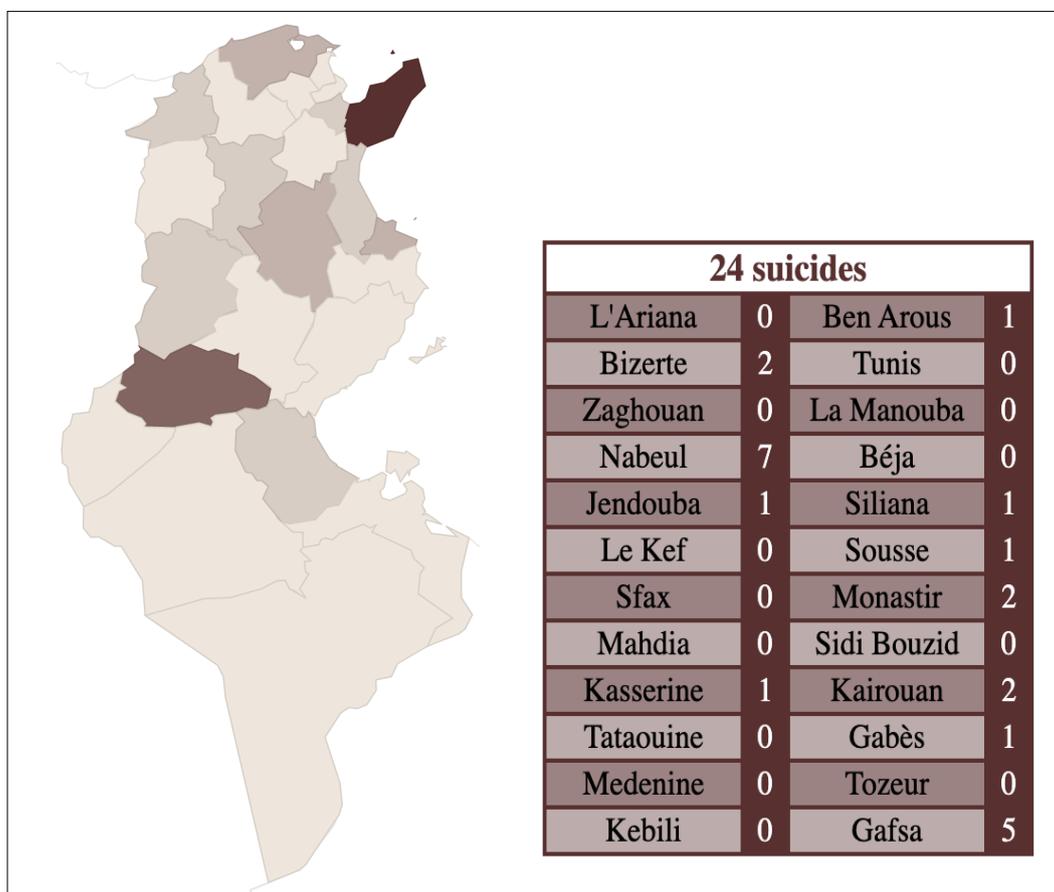


Mode d'action employé (Juin 2020)



50% des victimes ont choisi le suicide par pendaison, par immolation avec 33,3%, le saut ou précipitation à hauteur de 8,33%, suivi de l'électrocution avec 4,17 %.

Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat



Les violences

Le mois de juin 2020 est venu pour prouver toutes les prévisions et lectures sociales et psychologiques concernant le niveau élevé de violence pour la période qui suit le confinement total et le confinement ciblé.

Selon les résultats des travaux de l'Observatoire Social Tunisien, le mois de Juin a enregistré une nette augmentation des actes de violence en tous genres.

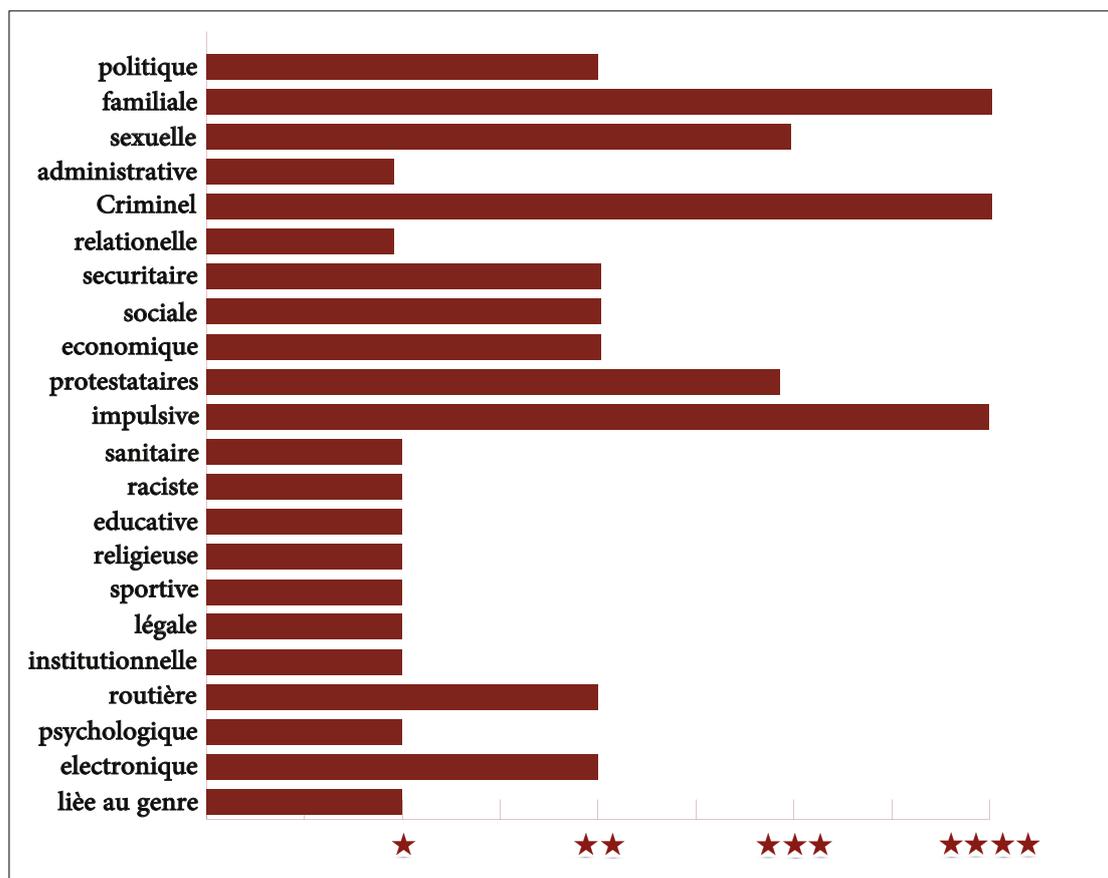
Les espaces publics ont également connu une nette propagation du crime organisé où la violence sous sa forme criminelle a été de plus de 52% du nombre total de cas de violence relevés tout au long du mois de Juin à travers l'échantillon de veille comprenant la majorité des journaux quotidiens et hebdomadaires, des sites audio-visuels, de radios et des sites Web à haute crédibilité.

Les histoires de violence au cours du mois de Juin ont varié, allant des braquages, aux vols, aux meurtres, à la violence domestique et à la violence sous sa forme sexuelle.

Comme les mois précédents, la violence sous sa forme sexuelle était dans les trois premiers rangs atteignant plus de 18,5% du nombre total de violences observées ayant pour victimes essentiellement des femmes et des mineurs.

Ce mois a été témoin de nombreux incidents de viol, de harcèlement et de violence sexuelle dont le plus important était peut-être le viol collectif d'une jeune fille de 14 ans par 8 personnes dans la région de Sidi Omar Bouhajla. Dans la région de Kasr Hlel, un jeune ayant la vingtaine a intentionnellement attiré une fille de moins de 15 ans via Internet, pour la violer et la torturer pendant 4 jours, en toute brutalité. À Sfax, un cinquantenaire a détourné une fillette de 12 ans pour l'agresser sexuellement.

Formes de violence



Et comme de règle, la famille a été l'un des principaux espaces de violence durant le mois de Juin puisque la violence domestique a représenté environ 22% du total des cas observés.

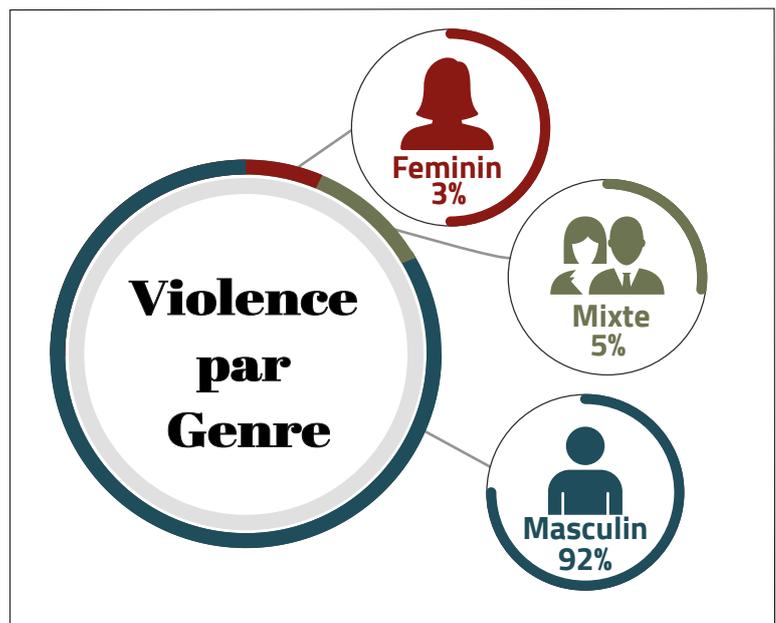
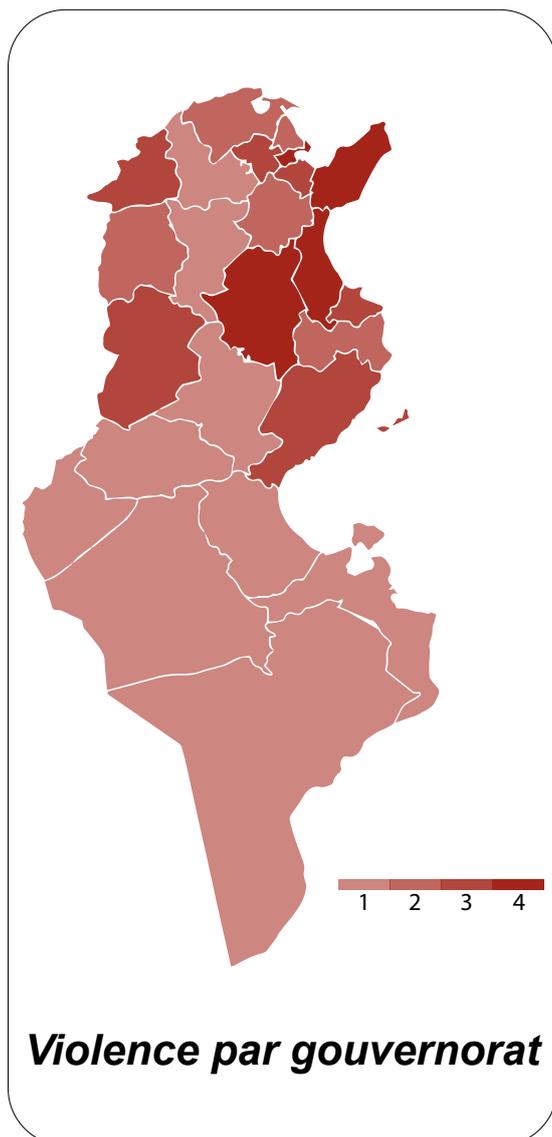
Les violences impulsives arrivent en deuxième position avec plus de 23,7% de l'ensemble des violences observées et les soirées alcoolisées restent les plus importantes de ses espaces, où le plus grand nombre de cas de violence impulsive ont été enregistré.

L'espace résidentiel a été l'endroit le plus concerné par la violence au cours du mois de Juin 2020 lorsqu'il a été témoin d'environ 40% du total des incidents de violence relevés sous ses différentes formes, suivis des routes et des espaces publics avec environ 50% combinés.

Les cas de violence

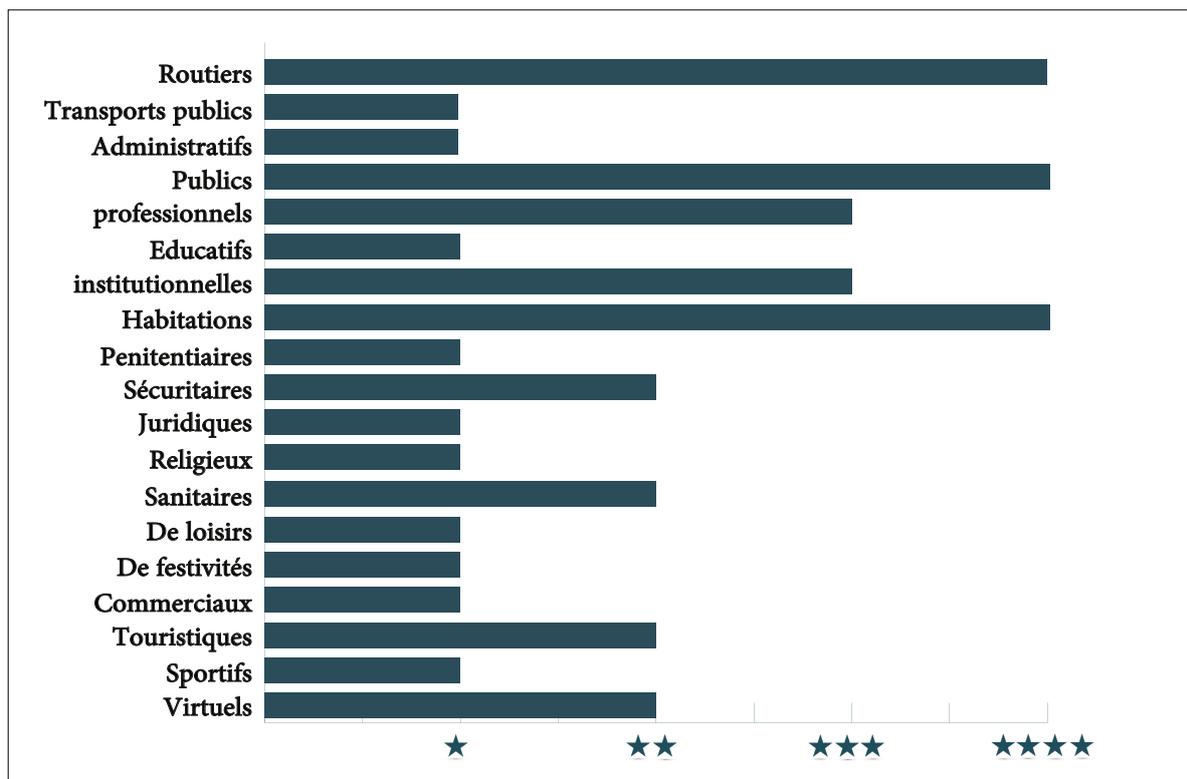


La violence au cours du mois de Juin est intervenue a été majoritairement individuelle avec 69% tandis que la violence collective a représenté 31%. Les hommes étaient responsables de 92% des incidents violents tandis que les femmes à hauteur de 3% des incidents violents et le reste a été de nature mixte.



Le gouvernorat de Tunis a connu la plus grande partie des cas de violence observés au cours du mois de Juin où il a été enregistré environ 17% du total, suivi de Sousse avec 15,25% et ce mois-ci, le gouvernorat de Kairouan arrive en troisième position avec un taux d'environ 12%, suivi de Ben Arous, Jendouba et Kasserine avec environ 7%.

Intensité des violences par espace



Conclusion

En fin de compte, le suicide et la tentative de suicide sont toujours une forme de protestation contre soi et contre l'environnement avec tout ce qu'il représente comme violence envers soi. Il intervient également dans un contexte où la violence s'intensifie du fait de la crise économique et sociale, la preuve en est, comme nous l'avons mentionné dans ce rapport, qu'il existe des mouvements de protestation condamnant la propagation de la violence et du crime et appelant au renforcement de la sécurité des citoyens.

D'autre part, le gouvernement ne montre aucune interaction positive avec les protestations et les mouvements sociaux, se contentant parfois du silence et de l'ignorance et à d'autres moments, d'affrontements et d'arrestations.

En attendant le dénouement des tensions politiques, les mois d'Août, Septembre et Octobre, qui coïncideront avec la rentrée scolaire, universitaire et politique, des rendez-vous chauds sont attendus, à moins que le gouvernement ne dispose de solutions et de volonté pour négocier avec les manifestants et mettre en place des solutions pratiques basées sur un diagnostic réaliste des crises. Notons que les 100 premiers jours d'activité du gouvernement d'E. Fakhfekh ont connu 1138 actions de protestation avec lesquelles le gouvernement n'a pas interagi bien qu'une grande partie de ces protestations se rapportent à la mise en œuvre des accords précédents.

Nouvelle méthodologie de calcul scientifique :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étant plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.